

**Le conseil de territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 59

Excusés : 13

Absents : 8

REUNION DU 9 OCTOBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme PINHEIRO Amélie,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, M. CHAUSSAT Jacques,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

**DELIBERATION N°128 - URBANISME – MODIFICATION N°4 DU PLU D'AULNAY-SOUS-BOIS - DELIBERATION ARRETANT
LE BILAN DE LA CONCERTATION DITE PREALABLE**

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Alain RAMADIER,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.153-45 à L.153-48 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu la loi d'Accélération et de simplification de l'action publique (dite loi ASAP) du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois approuvé le 24 janvier 2008, et modifié le 24 septembre 2009, le 23 septembre 2010, le 7 juillet 2011 et le 22 mars 2012, le 17 octobre 2013, le 19 décembre 2013 et le 27 janvier 2014, révisé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 décembre 2015, le 14 février 2017 et le 10 avril 2017, et modifié le 25 septembre 2017 et le 24 juin 2019 ;

Vu la délibération n°99 en date du 10 juillet 2023 relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la procédure de modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-Sous-Bois ;

Vu la décision N°MRAe AKIF-2023-118 du 20 septembre 2023 de la MRAe portant avis conforme et concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-sous-Bois après examen au cas par cas ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231009-128-09-10-2023-DE
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Vu la phase de concertation qui s'est déroulée du 4 septembre au vendredi 27 septembre 2023 ;
Vu le bilan de concertation ci-annexé.

Considérant qu'une phase de concertation dite « préalable » avait été définie par délibération du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 10 juillet, alors qu'elle n'était pas obligatoire conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Considérant que la décision de la MRAe en date du 20 septembre 2023, concluant à l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale de la modification n°4, permet de poursuivre la procédure et d'arrêter le bilan de la concertation qui sera joint au dossier d'enquête publique conformément à l'article L103-6.

Considérant que les modalités d'informations mises en œuvre ont débuté dès le 1^{er} août 2023 et que l'ensemble des modalités de participation ont été effectivement réunies du 4 au 27 septembre 2023 inclus, avec la mise à disposition d'un registre en mairie d'Aulnay-sous-Bois, au siège de l'EPT et sur support numérique (site et adresse numérique dédiés).

Considérant que, conformément aux articles L103-2 à L103-4 du code de l'urbanisme, l'ensemble des modalités de concertation définies par la délibération du 10 juillet 2023 a été respecté et que celles-ci ont permis au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard des caractéristiques et de l'importance de la modification, d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions enregistrées et conservées par l'autorité compétence, à savoir l'EPT Paris Terres d'Envol.

Considérant qu'aucune contribution du public n'a été recueillie et portée à la connaissance de l'EPT Paris Terres d'Envol, pendant toute la durée de la concertation et sur l'ensemble des canaux de communication mis à disposition du public en mairie d'Aulnay-sous-Bois, au siège de l'EPT et sur internet (site et adresse numérique dédiés).

Considérant que le bilan de la concertation de la procédure de modification n°4 du plan local d'urbanisme d'Aulnay-Sous-Bois, ci-annexé, est donc favorable.

Considérant que le présent bilan de concertation sera annexé au dossier d'enquête publique.

Après avoir délibéré,

- **Arrête le bilan** de la concertation dite « préalable » conformément à l'article L.103-6 du code de l'urbanisme.
- **Précise** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie d'Aulnay-Sous-Bois et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la délibération et le bilan de concertation ci-annexé seront transmis au le Préfet de Seine-Saint-Denis et au Maire d'Aulnay-sous-Bois.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de son affichage et/ ou de sa publication.

Adopté à l'unanimité

(68 voix pour, 4 abstentions : Rachid BELOUCHAT,
Najet MABCHOUR, Oussouf SIBY, Mélissa YOUSSEUF)

